



RAPPORT 20
ANNUEL 22

Contenu

Introduction	
Lettre du Président	5
Réflexions du Directeur	6
Sauvegarder notre Maison Commune	8
Nos impacts	10
Etapas importantes en 2022	11
Nos engagements sur le terrain	
Îles Salomon	13
Philippines	15
République démocratique du Congo	17
République dominicaine	18
Guatemala	19
Mexique	20
Nos défenseur(e)s et partenaires	
Ensemble face à l'urgence climatique et pour la protection des droits humains	21
Collaboration Franciscans International et Dominicans for Justice and Peace	23
Nos défenseur(e)s des droits humains	24
Programme d'engagement académique	25
Travail en réseau avec les entités de la Famille dominicaine	26
Rapport financier 2022	28
Conseil exécutif et Secrétariat	29
Remerciements	30
Soutenez notre mission	31
Contactez-nous	32

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



En 2015, tous les États membres des Nations Unies ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé **Agenda 2030**, qui établit un lien entre le développement économique, les droits humains, la protection de l'environnement et l'action pour le climat. Dans le cadre de l'Agenda 2030, **17 Objectifs de développement durable (ODD)** ont été fixés, ainsi que des sous-objectifs et des indicateurs pour évaluer leur mise en œuvre.

Dominicans for Justice and Peace [dorénavant désignée comme la Délégation ou l'UNOP] contribue à la réalisation de différents ODD dans ses pays prioritaires. Tout au long de ce rapport, vous trouverez des références aux objectifs spécifiques liés à nos actions, représentées par les icônes correspondantes placées en tête de chaque programme. Si vous souhaitez en savoir plus sur l'Agenda 2030 et ses objectifs, veuillez accéder au [site officiel des Objectifs de développement durable \(ODD\) de l'ONU](#).

Cher(e)s AMI(E)S,

Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport de Dominicans for Justice and Peace qui représente le travail de nos frères et sœurs qui sont présents aux Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne.



Peut-être certain(e)s d'entre vous s'interrogent encore sur notre présence dans le monde séculier des Nations Unies. Pourquoi maintenir un plaidoyer à l'ONU alors qu'elle semble impuissante à arrêter les conflits armés dans le monde ? Lors d'une de mes visites canoniques, un frère m'a demandé : "Pourquoi défendre les droits de l'homme à l'ONU alors qu'elle ne reconnaît pas les plus vulnérables, les enfants à naître ?"

Dans l'encyclique sociale *Deus Caritas Est*, le pape Benoît éclaire le rôle de l'Église vis-à-vis de l'État : "L'ordre juste de la société et de l'État est le devoir essentiel du politique. L'Église ne peut ni ne doit prendre en main la bataille politique pour édifier la société la plus juste possible. Elle ne peut ni ne doit se mettre à la place de l'État. Mais *elle ne peut ni ne doit rester à l'écart de la lutte pour la justice*. La société juste ne peut être l'œuvre de l'Église, mais elle doit être réalisée par le politique. Toutefois, **l'engagement pour la justice, travaillant à l'ouverture de l'intelligence et de la volonté aux exigences du bien, intéresse profondément l'Église.**" (*Deus caritas est*, 28, emphase ajoutée). Cela est la raison pour laquelle les dominicain(e)s sont activement présent(e)s à l'ONU.

Nous ne pouvons pas convertir l'ONU en une institution chrétienne, cependant, nous pouvons laisser la lumière de l'Évangile briller sur son objectif de promouvoir l'épanouissement de l'humanité. Depuis sa création en 1996, Dominicans for Justice and Peace a collaboré avec la Famille dominicaine, Franciscans International, Edmund Rice International, VIVAT International, Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul, Fondazione Marista per la Solidarietà ONLUS, Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd et d'autres réseaux et coalitions pour appeler certains gouvernements à protéger leur peuple des lois, politiques et conditions qui abaissent et dévalorisent leur dignité en tant que personnes humaines, comme images de Dieu dans notre monde. Dans les pages qui suivent, vous verrez les visages de ces personnes ainsi que des programmes et des activités qui contribuent à redonner cette belle image qui a été défigurée par diverses formes d'injustice.

Le don de la vraie paix et de la justice authentique ne peut venir que de Dieu. Mais chacun de nous doit faire sa part pour se préparer et préparer le monde à recevoir de telles grâces. Une façon concrète de le faire est de donner un coup de main à nos frères et sœurs qui travaillent auprès de Dominicans for Justice and Peace.

A handwritten signature in black ink, reading "Fr. Gerard Francisco Timoner III OP". The signature is written in a cursive, flowing style.

Fr. Gerard Francisco Timoner III OP

Président

Réflexions du Directeur



Fr. Aniedi Okure OP

Directeur et Délégué Permanent auprès des Nations Unies |
Promoteur Général de Justice et Paix de l'Ordre des Prêcheurs

L'année 2022 a été pour Dominicans for Justice and Peace une année riche en expériences et en rencontres avec nos partenaires sur le terrain, et je suis très reconnaissant pour tout ce qui nous a été donné de vivre. Tout d'abord, j'ai eu l'occasion de constater sur le terrain le lien direct entre l'injustice environnementale et les violations des droits humains.

Le Pape François affirme que "... la détérioration de l'environnement et celle de la société affectent d'une manière spéciale les plus faibles de la planète [LS 48]." En effet, l'exploitation de l'environnement par les riches et les puissants nuit invariablement aux populations les plus pauvres. Le défi consiste donc pour la Famille dominicaine et tous ses partenaires à renforcer ses actions en faveur de la justice et de la paix, en solidarité avec toutes les populations touchées, en vue de protéger notre maison commune.

Aux Philippines, nous avons écouté les récits de mères décrivant avec angoisse comment des agents de l'État sont venus chercher leurs fils chez eux, au milieu de la nuit, et les ont exécutés sans procès. Tout n'est pas toujours aussi sombre. Nous avons aussi appris la victoire d'une communauté de pêcheurs sur une compagnie d'extraction de sable noir qui détruisait non seulement l'écosystème marin, mais aussi leur source de revenus.

Il était réconfortant d'entendre les victimes exprimer aux dominicain(e)s locaux, leur gratitude pour les avoir soutenues dans leur lutte. Cela souligne l'importance de notre présence physique auprès de ceux qui souffrent.

**“Accompagner simplement les opprimé(e)s dans leur lutte
pour la justice est déjà un message fort.”**

De mon séjour aux Îles Salomon, je garde un très vif souvenir de la remarque d'une femme qui participait à une réunion publique que nous avons organisée avec des communautés locales et qui traitait de l'impact de la déforestation et de la désertification des terres, provoquées par des compagnies forestières et des sociétés minières. Cette femme a fait la remarque suivante :

"De nombreux groupes sont venus ici dans le passé pour nous rendre visite. Ils prennent des photos et nous donnent de l'espoir, mais ils ne reviennent pas."

Cette déclaration ne cesse de résonner à mes oreilles tandis que nous cherchons des ressources pour soutenir nos partenaires locaux afin qu'ils puissent "revenir" et travailler avec les communautés dans leur lutte pour la justice.

Je voudrais évoquer ce qui s'est passé lors d'une visite de sensibilisation sur la question de la pollution environnementale par le plastique auprès du gouverneur de Kinshasa : lors de cette réunion, un officier supérieur, déconcerté par le nombre important de personnes présentes, dont environ 50 religieux, a demandé : **"Qu'est-ce qui a provoqué (le mécontentement de) l'Église ?"**

Ces expériences mettent en lumière certains principes fondamentaux et efficaces en matière de plaidoyer : l'accompagnement des personnes dans leur lutte pour obtenir justice, la nécessité d'une collaboration soutenue avec les communautés concernées et l'efficacité de la création d'une coalition pour s'attaquer aux problèmes. L'efficacité des actions naît de l'union des forces et des intentions.

Sauvegarder notre Maison Commune :

JUSTICE ENVIRONNEMENTALE, ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS

La priorité thématique de notre organisation se concentre sur une promotion intégrée de la justice environnementale et sur le plaidoyer pour la promotion et la protection des droits humains dans le contexte des activités des entreprises.

Dans l'encyclique *Laudato Si'*, le Pape François lance un appel disant que : “Le défi urgent de sauvegarder notre maison commune inclut la préoccupation d’unir toute la famille humaine dans la recherche d’un développement durable et intégral...” (LS 13). En 2022, Dominicans for Justice and Peace a renforcé son soutien au travail de défense des droits des communautés face aux activités des entreprises dans des pays prioritaires tels que les Îles Salomon et les Philippines.

Les Îles Salomon se sont révélées être une démonstration claire des effets de la destruction environnementale délibérée - avec des communautés dans la précarité subissant les impacts de la course effrénée pour exploiter les forêts centenaires, les réserves minérales, les ressources marines et les terres. La visite et la formation, organisées par une importante délégation de Dominicans for Justice and Peace et Franciscans International, et avec le précieux soutien des sœurs et des frères dominicain(e)s d'Australie, ont mis en évidence le fort sentiment de solidarité vécu par le peuple des Îles Salomon, y compris les membres de la Famille dominicaine. En signe de leur détermination, les sœurs et les frères ont pris l'initiative de partager la formation et ont eux-mêmes décidé de former leurs partenaires communautaires aux droits humains et à la protection de l'environnement. Dominicans for Justice and Peace a décidé d'accompagner solidement ce processus et la Délégation espère mobiliser davantage de ressources pour atteindre ses objectifs.



Des sœurs dominicaines en dialogue avec des femmes des Îles Salomon © UNOP



Des délégués de Dominicans for Justice and Peace et des membres de la Famille Dominicaine en visite de terrain aux Îles Salomon © UNOP



Une sœur à côté des arbres abattus © Franciscans International

Le cas des Philippines est un autre exemple convaincant, démontrant les résultats positifs obtenus lorsque la détermination des communautés locales à préserver leurs moyens de subsistance et leur environnement est combinée avec le soutien fourni par Dominicans for Justice and Peace. Face à l'exploitation incessante du sable noir par les industries minières, ces efforts collectifs ont empêché la destruction complète de précieuses ressources marines et fluviales.



Discussion avec la fondatrice de Zambales Ecological Network, qui a été à l'avant-garde de la protection des sources de subsistance en bord de mer dans la région de Zambales © Fr. Victor Calvo OP

Le Pape François identifie clairement que les populations vulnérables souffrent le plus des effets de la dégradation de l'environnement : “L’environnement humain et l’environnement naturel se dégradent ensemble, et nous ne pourrions pas affronter adéquatement la dégradation de l’environnement si nous ne prêtons pas attention aux causes qui sont en rapport avec la dégradation humaine et sociale. De fait, la détérioration de l’environnement et celle de la société affectent d’une manière spéciale les plus faibles de la planète (LS 48).”

Les visites sur le terrain en 2022 réalisées par Dominicans for Justice and Peace en ont fait un témoin des effets néfastes de l'exploitation effrénée et de l'abus de l'environnement. Le défi qui se pose donc à la Famille Dominicaine et à tous ses partenaires est de renforcer ses actions en faveur de la justice et de la paix en solidarité avec les populations touchées, en portant une attention particulière aux conséquences pour les générations futures. Le pape François parle de "solidarité intergénérationnelle" : “Quand nous pensons à la situation dans laquelle nous laissons la planète aux générations futures, nous entrons dans une autre logique, celle du don gratuit que nous recevons et que nous communiquons.” (LS 159) Dans la poursuite de cette injonction, les dominicain(e)s du monde entier peuvent jouer un rôle important en aidant à sauvegarder notre maison commune et à créer un monde où les générations à venir pourront encore vivre dignement.



Vue aérienne des habitants de San Narciso manifestant contre l'exploitation de la rivière Alusis qui est un vivier de poissons-lait, une importante source de revenus © Zambales Ecological Network



© UNOP

Nos impacts

Résultats

Indicateurs

4

Rapports soumis aux Nations Unies

- Pays : Philippines, République démocratique du Congo et Guatemala
- Pour en savoir plus, consultez notre page web consacrée aux [documents de plaidoyer](#) et lisez la section "Engagement sur le terrain" du présent rapport

56

Recommandations incluses dans les rapports des Nations Unies

- Pays : Philippines , République démocratique du Congo et Guatemala
- Pour en savoir plus, lisez la section "Engagement sur le terrain" du présent rapport

14

Déclarations lues au Conseil des droits de l'homme

- Pays : Philippines, Guatemala, Mexique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Myanmar et Ukraine
- Sujets : droits humains, changement climatique, défenseurs des droits de l'homme, protection de l'environnement, Covid- 19, éducation, paix, etc.
- Pour en savoir plus, visitez notre page web consacrée aux [déclarations](#)

22

Formations, événements et webinaires

- Pays: Guatemala, Philippines, Îles Salomon, République démocratique du Congo et Nigeria
- Sujets : droits humains, protection de l'environnement et changement climatique

193

Partenaires formés

- Pays : Philippines, Îles Salomon, République démocratique du Congo, Guatemala et Nigeria

Étapes importantes en 2022



1. Îles Salomon

Formation sur place aux Îles Salomon conjointement avec Franciscans International, renforçant les compétences de nos partenaires et les liens de coopération entre toutes les parties prenantes sur le terrain et à Genève.

© UNOP



2. République dominicaine

Préparation d'un document d'information, avec des avocats et des journalistes aux États-Unis, destiné au Congrès américain, sur les conditions de travail des ressortissants haïtiens dans le secteur du sucre en République dominicaine. Plus tard dans l'année, le service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis a émis un ordre de retenue des importations de sucre brut et de produits à base de sucre fabriqués par Central Romana Corp. en République dominicaine, en raison de preuves recueillies de travail forcé.

© UNOP



3. Philippines

Amende infligée à une entreprise d'extraction de sable noir, grâce à la pression locale de la société civile, y compris des dominicain(e)s locaux;
Lancement du projet pilote avec 25 enseignants d'écoles dominicaines aux Philippines sur les droits humains et le changement climatique;
Visite sur place et formation de trois partenaires des Philippines à Genève.

© UNOP



4. Mexique

Appui auprès des Nations Unies aux partenaires mexicains avec leur appel urgent sur le cas de Kenia Inés Hernández Montalván, une dirigeante autochtone illégalement incarcérée après des manifestations pacifiques. L'affaire a été entendue par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, par le Groupe de travail sur la détention arbitraire et par le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones. Ensemble, ils ont envoyé une communication au gouvernement mexicain pour lui demander des éclaircissements sur cette affaire.

© CDHVitoria



5. Guatemala

Formation pour le renforcement des compétences sur l'Examen périodique universel (EPU) et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) destinée à des collaborateurs dominicains au Guatemala.

© Famille dominicaine au Guatemala



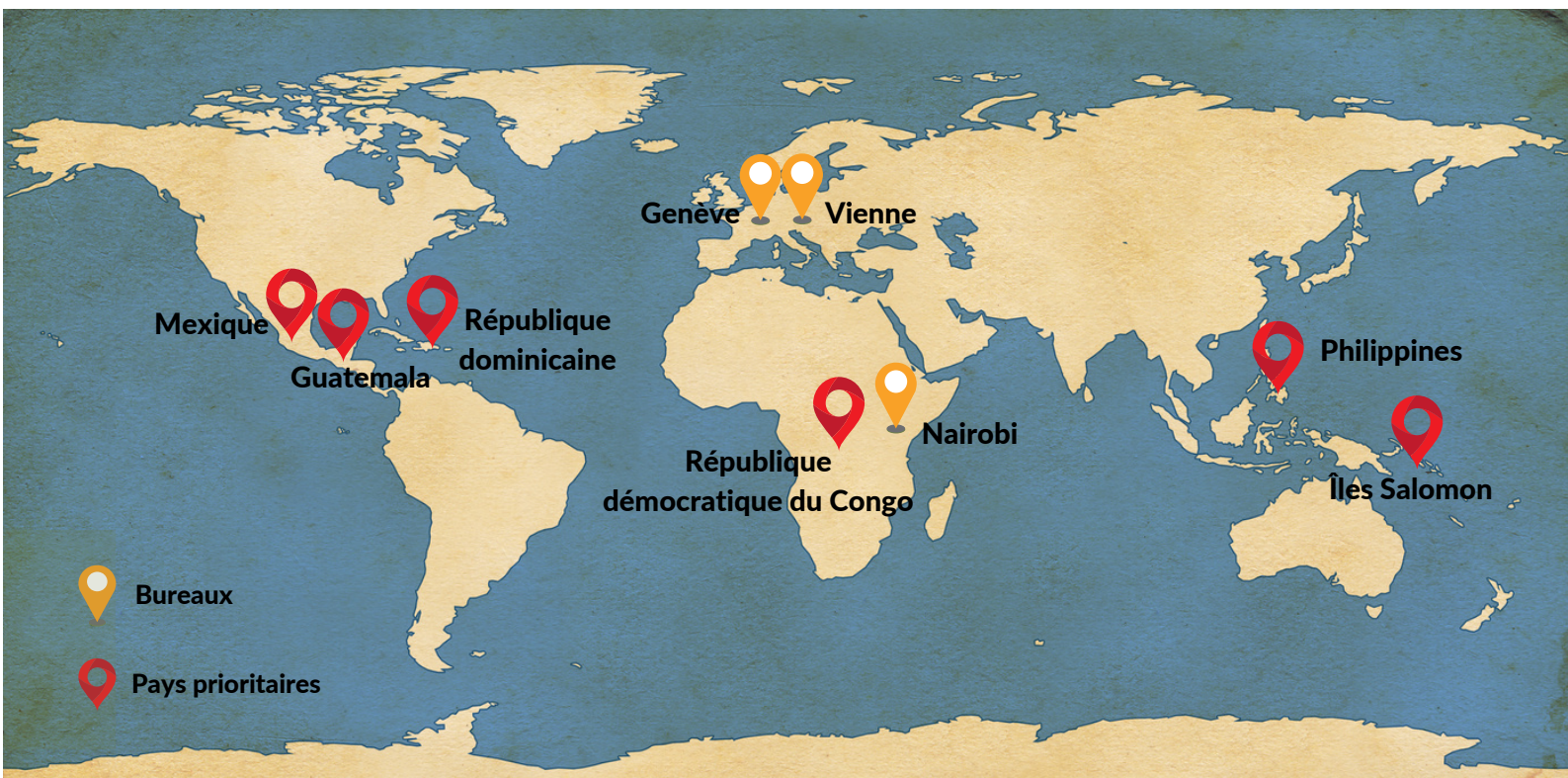
6. Rapporteur spécial sur le changement climatique et les droits de l'homme

Organisation d'une réunion formelle avec le premier Rapporteur spécial des Nations Unies sur le changement climatique et les droits de l'homme, en collaboration avec le Forum interreligieux de Genève (GIF).



7. Le droit à un environnement sain, propre et durable

Après de nombreuses années de travail de plaidoyer, reconnaissance par l'Assemblée générale des Nations Unies, en juillet 2022, qu'un environnement sain, propre et durable est un droit humain. Cette décision poussera les Etats à prendre des mesures favorables à la protection de l'environnement.



Nos engagements sur le terrain



ÎLES SALOMON

Une collaboration solide a vu le jour entre Dominicans for Justice and Peace, la Famille dominicaine des Îles Salomon, Franciscans International ainsi que d'autres partenaires locaux, pour travailler sur les atteintes à l'environnement et aux droits humains.

Nos priorités

Les impacts négatifs de l'exploitation forestière, minière et d'autres activités extractives - La Délégation dominicaine s'est efforcée de promouvoir les droits humains dans le contexte de l'exploitation forestière commerciale, minière et d'autres formes d'exploitation. Ces activités ont eu des effets négatifs sur les communautés, y compris sur leurs **moyens de subsistance, santé, nutrition, éducation**, et en particulier sur **les droits des filles et des femmes**.

Notre plaidoyer

Déclaration orale à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ) à propos des crimes qui affectent l'environnement, à l'Office des Nations Unies contre le crime organisé et la drogue à Vienne - La déclaration a souligné les problèmes causés par les activités d'exploitation forestière dans les Îles Salomon.

Réunion à Genève avec l'Ambassadrice australienne auprès du Saint-Siège

- L'Ambassadrice a été informée de l'engagement de Dominicans for Justice and Peace et de Franciscans International aux Îles Salomon et de l'importance d'aborder la question de l'exploitation forestière et de ses conséquences.



Arbres abattus aux Îles Salomon © Franciscans International



Dominicans for Justice and Peace et ses partenaires animant la formation à Honiara © Franciscans International

Réunions avec les agences de l'ONU, les ONG et le bureau du Haut Commissaire de Nouvelle-Zélande sur le terrain - Les dominicain(e)s ont rencontré différentes parties prenantes pour présenter leur travail, sensibiliser aux questions d'actualité et favoriser les synergies et les collaborations.

Renforcer les compétences de nos partenaires

Sessions de formation en ligne - Plusieurs sessions et réunions ont été organisées pour faire le suivi de la formation en ligne de 2021 sur la défense des droits humains liée à l'EPU des Îles Salomon. Cela a également jeté les bases pour l'atelier qui s'est déroulé sur place en octobre.



Participants à la formation © UNOP

Atelier présentiel à Honiara, octobre 2022 - La Délégation et Franciscans International ont animé une formation pour consolider les apprentissages des **35 partenaires locaux** en matière de droits humains. En outre, un exercice de collecte de données sur le terrain a permis aux participants d'être formés à des méthodes rigoureuses de récolte d'informations et d'obtenir des données de première main sur la situation réelle des communautés.



La Famille dominicaine et les représentants de la Délégation dans un village au nord d'Honiara pour la visite de terrain © UNOP

PHILIPPINES

La Délégation a continué d'accompagner les partenaires locaux aux Philippines dans le suivi et la sensibilisation au changement climatique, aux entreprises et leurs impacts sur les droits humains, ainsi qu'à la guerre contre la drogue et les effets négatifs de ses politiques sur les populations en situation de pauvreté.

Nos priorités

La "guerre contre la drogue" et l'autoritarisme - Les élections présidentielles de 2022 ont suscité de vives inquiétudes quant à la persistance de pratiques autoritaires violentes, telles que **les exécutions extrajudiciaires, la torture, la persécution politique et le marquage rouge ("red tagging")**, prétendument fondées sur la sécurité nationale et la lutte contre le trafic de drogue. L'absence de solides mécanismes de reddition de comptes pour les violations perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques entraîne une culture générale d'impunité. Dominicans for Justice and Peace et ses partenaires locaux sont constamment engagés dans des efforts de plaidoyer, amplifiant leurs voix à la fois aux Nations Unies et au niveau national pour plaider en faveur de la cessation de la violence.



Inondation, typhon Agaton Iloilo © Eucharistic King Academy, Sara, Iloilo

Changement climatique, entreprises et droits humains - Les Philippines font partie des pays particulièrement vulnérables au changement climatique.

La destruction des maisons, des bâtiments et des moyens de subsistance sont des exemples des dommages considérables causés par les **typhons, les vents violents et les fortes pluies**, impactant ainsi de manière significative la jouissance des droits humains fondamentaux. De plus, l'impact environnemental de **l'exploitation minière à Zambales** et le non-respect des normes environnementales et des droits humains a perduré.

La Famille dominicaine et ses partenaires n'ont cessé d'aider les communautés touchées en les sensibilisant à l'urgence climatique et à la protection des droits humains.



Executive summary of civil society's UPR submission on the issues of extrajudicial killings, human rights defenders and the impacts of mining activities on human rights.

Contact details:
Franciscans International: b.tjahjono@fiop.org
Dominicans for Justice and Peace: contact@un.op.org



Couverture du rapport de plaidoyer conjoint

Notre plaidoyer

Examen périodique universel des Philippines - La Délégation a soumis un rapport conjoint sur la protection de l'environnement et les droits de l'homme, les exécutions extrajudiciaires et la protection des défenseurs des droits humains.

Examen des Philippines par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies (CCPR) - Un **rapport conjoint avec plus de dix organisations** partenaires de la société civile a été soumis. Nous avons également fait une déclaration orale et participé à des réunions officielles.



Notre partenaire lisant une déclaration au Conseil des droits de l'homme (UN Web TV)

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies - La Délégation a lu une déclaration lors d'un dialogue interactif consacré à la situation des droits humains aux Philippines à la 51e session.

Coordination avec les ONG partenaires et autres parties prenantes - Grâce à la pression exercée par les dominicain(e)s et leurs partenaires contre les activités d'extraction de sable noir, les autorités locales ont infligé une amende à une entreprise d'extraction à Zambales et ont demandé qu'une étude d'impact sur l'environnement soit réalisée avant de reprendre les activités.

Renforcer les compétences de nos partenaires

Formation présentielle à Genève sur la défense des droits humains pour trois membres de la Famille dominicaine aux Philippines - La formation leur a permis de se familiariser directement avec les procédures du Conseil des droits de l'homme et d'acquérir une expérience pratique de plaidoyer à l'ONU à Genève.

Projet pilote sur le changement climatique et les droits humains pour des enseignants d'écoles dominicaines aux Philippines - **25 enseignants** ont fait partie du projet, qui visait à intégrer des leçons sur les impacts négatifs du changement climatique sur les droits humains dans les cursus scolaires des écoles dominicaines. **5 sessions en ligne** ont eu lieu en 2022 avec la participation d'experts provenant de différents horizons, notamment des avocats, des représentants de la société civile et des chefs religieux.

Les partenaires des Philippines et la Délégation au Palais des Nations à Genève © UNOP



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dominicans for Justice and Peace a amplifié avec succès ses actions pour promouvoir les droits humains en République démocratique du Congo (RDC) en favorisant une collaboration solide et durable avec des partenaires locaux, en particulier ceux activement engagés dans la résolution des enjeux environnementaux et miniers.

Nos priorités

Les questions environnementales et le secteur minier constituent des préoccupations fortes en RDC. Malgré la promulgation du **Code minier de 2018**, les activités extractives ont continué de saper la réalisation des droits humains. La Délégation a uni ses forces pour traiter ces questions. Les efforts de collaboration se sont concentrés sur la sensibilisation aux impacts négatifs infligés aux communautés locales, tout en s'attaquant à des problèmes environnementaux plus larges tels que le défi urgent de **la pollution plastique**.

Notre plaidoyer

Examen par le Comité des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) -

La Délégation a soumis un rapport conjoint soulignant les lacunes dans la mise en œuvre de la nouvelle législation minière, demandant la garantie de conditions de travail équitables et formulant des recommandations à l'intention de l'État. Au cours de l'examen, la Délégation a également fait une déclaration et rencontré les membres du Comité.

Neuf des principales recommandations ont été incluses dans les Observations finales du Comité.



Le fr. Aniedi a conduit la Famille dominicaine à dialoguer avec le Ministre de l'Environnement à Kinshasa



Les membres de la Famille dominicaine à Kinshasa

Renforcer les compétences de nos partenaires

En collaboration avec Africa Faith and Justice Network et la Conférence des supérieurs majeurs de la RDC (COSUMA), la Délégation a organisé **un atelier de quatre jours sur la pollution de l'environnement**, en mettant l'accent sur la pollution plastique. L'atelier a inclu des visites de sensibilisation dans trois ministères, les ministères de l'Environnement et de la Santé, et le bureau du Gouverneur de Kinshasa. Depuis les visites de formation et de sensibilisation, le Gouvernement a mis en place plusieurs mesures pour lutter contre la pollution par le plastique. Les participants ont également mis en œuvre des programmes visant à résoudre le problème dans leurs localités respectives.

CESCR RDC
9 recommandations de la Délégation ont été partagées avec le Gouvernement
Rapport soumis

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Avec la Famille dominicaine sur le terrain, les victimes et les défenseur(e)s des communautés touchées, les avocats, les journalistes et les autres parties prenantes, la Délégation a considérablement renforcé ses efforts de défense des droits humains en lien avec l'industrie de la canne à sucre.

Nos priorités

Au cours des dernières années, Dominicans for Justice and Peace a constamment dénoncé et condamné les **expulsions forcées de Central Romana Corp.** ainsi que **l'absence de reddition de comptes.** À la lumière de la réputation ternie de l'entreprise suite au scandale des Pandora Papers, notre collaboration avec des journalistes et des avocats, tant aux États-Unis qu'en République dominicaine, s'est considérablement renforcée. Nous avons également poursuivi notre plaidoyer pour la promotion des droits des travailleurs haïtiens dans les champs de canne à sucre.

Notre plaidoyer

Mise en place d'un groupe de travail informel ad hoc avec des avocats aux États-Unis et en République dominicaine - Après avoir réussi à bloquer la certification de ProTerra pour les bonnes pratiques dans la production de sucre de Central Romana Corp., nous avons poursuivi notre plaidoyer pour empêcher que **d'autres certifications ne soient accordées** à l'entreprise de manière inappropriée. Le groupe de travail a également finalisé un document d'information destiné à sensibiliser les représentants du Congrès américain aux conditions de travail des haïtiens dans le secteur du sucre en République dominicaine.

Décision du service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis d'interrompre toutes les importations de produits à base de canne à sucre en provenance de Central Romana Corp. - Grâce à nos efforts conjoints de plaidoyer, l'agence américaine des douanes et de la protection des frontières a reconnu que **5 des 11 indicateurs de travail forcé**, y compris le travail des enfants, avaient été identifiés dans les activités de Central Romana Corp.. Dans une décision historique, l'Agence a émis un ordre de suspension de la mise sur le marché ("Withhold Release Order" ou WRO) pour stopper les importations de sucre brut et des produits à base de sucre fabriqués par Central Romana Corp..

"Les fabricants comme Central Romana, qui ne respectent pas nos lois, devront en subir les conséquences à mesure que nous éradiquerons ces pratiques inhumaines des chaînes d'approvisionnement américaines."



U.S. Customs and
Border Protection

AnnMarie R. Highsmith, Commissaire adjointe exécutive,
Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis,
Bureau du commerce

Lien



"Ce fut une bataille interminable pour faire reconnaître les mauvais traitements et la façon dont cette entreprise abusive, Central Romana, a agi. Nous espérons qu'à l'avenir, le travail se poursuivra et que la compagnie pourra payer pour tous les dommages qu'elle a causés, non seulement à El Seibo, mais aussi dans de nombreux autres endroits. Car, en vérité, je le dis, il y a des brises qui font tomber les noix de coco."

Mme Claribel Álvarez, défenseure des droits humains et victime d'une expulsion forcée par Central Romana Corp. en 2016 dans la Province d'El Seibo en République dominicaine



GUATEMALA

Dominicans for Justice and Peace n'a cessé de mettre en lumière les abus de l'exploitation à grande échelle des ressources naturelles et les pratiques autoritaires croissantes du Gouvernement du Guatemala, en veillant à ce que ces problèmes soient portés à l'attention des Nations Unies.

Nos priorités

En 2022, la gravité de la situation des droits humains et l'érosion de l'Etat de droit au Guatemala constituaient une préoccupation de premier plan. Le manque d'indépendance du système judiciaire, la surveillance et la persécution des acteurs de la société civile, l'impact négatif des activités des entreprises sur l'environnement et les droits des communautés vulnérables et des peuples autochtones ont été quelques-unes des inquiétudes majeures.

Notre plaidoyer

Conseil des droits de l'homme - Lors des sessions de juin et de septembre, la Délégation a présenté et coparrainé des déclarations orales pour exhorter l'État à garantir l'exercice du **droit à l'eau**, à assurer le **consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones** et à protéger les **défenseur(e)s des droits humains de la criminalisation**.

CESCR Guatemala
12 recommandations de la Délégation ont été utilisées par le Comité dans ses Observations finales Rapport soumis

Examen par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies -

Dominicans for Justice and Peace a soumis un rapport conjoint au CESCR. La Délégation a également coparrainé une déclaration visant notamment à sensibiliser aux questions qui concernent les droits à l'eau potable, à un logement convenable et à une alimentation adéquate.


Renforcer les compétences de nos partenaires


La Délégation a organisé une série de discussions en ligne avec la Famille dominicaine en Amérique centrale. L'objectif principal était double : donner un aperçu de la mission de la Délégation et mieux comprendre les préoccupations urgentes en matière de droits humains auxquelles les dominicain(e)s sont confronté(e)s dans la région. Reconnaissant l'importance du renforcement des capacités, la Délégation a également organisé plusieurs sessions de formation en ligne visant à doter les participants des compétences nécessaires pour participer efficacement à l'Examen périodique universel et au CESCR. En outre, une formation spécialisée a été dispensée sur les méthodologies de collecte de données.

Tweet

The 51st session of the @UN_HRC started this week. On Tuesday 13th, co-sponsored by the UNOP Delegation, a declaration was delivered on the right to #water and #IndigenousPeoples in #Guatemala #HRC51 @FranciscansIntl Link: shorturl.at/bdIXY Video: shorturl.at/aIOPR

Traduci il Tweet





Notre partenaire prononçant une déclaration orale au Conseil des droits de l'homme



MEXIQUE

Dans le cadre d'un partenariat durable avec le Centro de Derechos Humanos Fray Francisco de Vitoria (CDHVitoria), la Délégation est restée engagée à surveiller la situation des droits humains au Mexique.

Nos priorités

Défenseur(e)s des droits humains et détention arbitraire - Les défenseur(e)s qui luttent pour les droits humains sont souvent confronté(e)s à des persécutions et à des arrestations illégales, alors que l'État ignore systématiquement les libertés d'expression et de réunion. Ce fut le cas de Kenia Inés Hernández Montalván, **jeune avocate et militante autochtone**, qui défend les causes des droits humains et de la violence sexiste. Elle a été détenue arbitrairement à la suite d'une manifestation pacifique pour la libération de prisonniers politiques.

Les jeunes et le Covid-19 - La situation des jeunes face aux mesures prises par le Gouvernement mexicain en réponse à la pandémie de Covid-19 est devenue très préoccupante, car le **droit à l'éducation, les droits du travail et d'autres droits** ont été gravement compromis et sont restés sans réponse de la part de l'État.

Notre plaidoyer

Procédures spéciales des Nations Unies - Avec le soutien de la Délégation, le CDHVitoria a soumis des informations aux Rapporteurs spéciaux sur les défenseurs des droits de l'homme et sur les peuples autochtones, ainsi qu'au Groupe de travail sur la détention arbitraire. L'appel urgent a fait la lumière sur l'utilisation abusive du droit pénal, la détention arbitraire, les mauvaises conditions de détention et les violations de procédure contre Kenia Montalván. Alarmés par les informations reçues, les experts de l'ONU ont envoyé une communication écrite à l'État mexicain demandant des éclaircissements sur sa détention et son accusation.

Conseil des droits de l'homme - En juin 2022, la Délégation a présenté une déclaration orale appelant les États à mettre en œuvre des actions globales et à prendre en compte la voix des jeunes pour contrer les conséquences du Covid-19.



50° Sesión del Consejo de Derechos Humanos

ITEM 2 - Diálogo Interactivo con la Alta Comisionada sobre su actualización oral sobre el papel central del Estado en la respuesta a pandemias y otras emergencias sanitarias, y las consecuencias socioeconómicas de las mismas en el avance del desarrollo sostenible y la realización de todos los derechos humanos (HRC res. 44/2)

Junio 2022



Notre partenaire prononçant une déclaration orale au Conseil des droits de l'homme

ENSEMBLE FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE ET POUR LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS

En 2022, le monde a été confronté à une multitude d'événements difficiles. Les séquelles de la pandémie de Covid-19 ont exacerbé les inégalités sociales, tandis que les inquiétudes concernant le réchauffement climatique ont atteint des sommets alarmants. Les groupes vulnérables ont fait face à une exploitation accrue, et les conflits et les guerres ont continué à éroder la stabilité mondiale. Face à ces défis, la Délégation a poursuivi sa mission de justice et de paix à la fois sur le terrain et au niveau international. Avec des représentations stratégiquement situées à Vienne et à Nairobi, et en étroite collaboration avec diverses organisations et groupes de travail, nous avons pris des mesures proactives pour renforcer nos appels et promouvoir des actions significatives, en particulier dans nos thématiques prioritaires.

Représentation de Nairobi auprès du PNUE

La Délégation de Nairobi a participé activement aux sessions du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), y compris à l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA 5.2). Un groupe de travail informel avec des ONG confessionnelles a été formé. En outre, la Délégation a également tenu une séance d'information avec le fr. Aristide Abasse OP, qui détient un doctorat spécialisé dans la gestion durable des forêts en Afrique, dans le but d'explorer ensemble les opportunités de plaidoyer liées aux questions forestières.

Représentation de Vienne auprès de l'ONU DC

En 2022, la Délégation de Vienne est restée impliquée dans les sessions de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONU DC). L'équipe a participé à des réunions d'organisation pour améliorer l'engagement de la société civile et a pris part à des débats thématiques, notamment la Journée mondiale contre la traite des personnes et la Déclaration de Kyoto sur la prévention du crime. La Délégation, représentée par M. Tobias Krachler, a également joué un rôle clé dans l'Alliance des ONG pour la prévention du crime et la justice pénale.

En février, une déclaration orale a été prononcée pour souligner les violations commises dans le cadre des activités d'exploitation forestière aux Îles Salomon lors des discussions d'experts de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ) sur les crimes qui affectent l'environnement. La Délégation a également participé en octobre à la 11e session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.



Ci-dessus : l'équipe à Nairobi

Ci-dessous : M. Tobias Krachler parlant à la CCPCJ



Notre participation aux groupes de travail

Tout au long de l'année 2022, de nombreuses initiatives ont été menées en collaboration avec des organisations partenaires. Des réunions ont été régulièrement organisées notamment pour échanger sur des expériences, discuter des événements à venir et coordonner la soumission de rapports et de déclarations en commun.

En juin, notre Délégation a coorganisé avec le Forum interreligieux de Genève sur le changement climatique, l'environnement et les droits de l'homme (GIF) un événement parallèle lors de la 50e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Sous le thème "**Déplacements dus au changement climatique : Élever les voix de l'espoir pour la protection des droits de l'homme et la justice climatique**", cette initiative commune a réuni des organisations confessionnelles, des experts des Nations Unies, des représentants diplomatiques et de la société civile, ainsi que des leaders religieux, pour aborder la question pressante des déplacements forcés causés par le changement climatique.



Membres de la Délégation à l'événement parallèle du GIF ©UNOP



Rencontre avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et le changement climatique ©UNOP



M. Ian Fry, premier Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et le changement climatique © UN Geneva

En préparation à la 27e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP27) à Sharm El-Sheikh en Égypte, la Délégation a co-organisé avec le Comité de liaison interconfessionnel (ILC), **un rassemblement interconfessionnel informel dans l'esprit du Dialogue de Talanoa**, qui a réuni 89 participants, y compris des chefs religieux et des participants en ligne. Ce fut un espace d'échanges holistiques et fructueux de réflexions sur le changement climatique et une occasion pour envisager des solutions sous différentes perspectives, mettant en évidence l'importance de la solidarité dans l'action climatique.

À nos partenaires des groupes de travail, nous exprimons notre plus profonde gratitude pour votre collaboration et la solidarité en 2022 et au-delà :



1. Forum interreligieux de Genève sur le changement climatique (GIF)
2. Groupe Consultation Changement Climatique Genève (GeCCco)
3. ONG-LAC - Organisations travaillant avec l'Amérique latine et les Caraïbes
4. Plateforme EPU du Centre catholique international de Genève (CCIG)
5. Alliance des ONG sur la prévention du crime et la justice pénale, à Vienne

COLLABORATION FRANCISCANS INTERNATIONAL & DOMINICANS FOR JUSTICE AND PEACE



Image de vitrail de la rencontre entre
Saint François et Saint Dominique
Église Saint-Dominique, Washington, DC, États-Unis
© Fr. Lawrence Lew OP

En mai 1997, John Quigley OFM, alors Directeur de Franciscans International, a accueilli le fr. Philippe Le Blanc OP, premier Directeur de Dominicans for Justice and Peace, pour partager des bureaux à Genève, marquant le début d'une collaboration fructueuse et fraternelle.

En octobre 2022, le fr. Aniedi Okure OP et Markus Heinze OFM, actuels directeurs des deux organisations, ont dirigé la célébration du vingt-cinquième anniversaire de cette collaboration lors d'un événement fraternel qui s'est tenu à la paroisse dominicaine Saint-Paul à Genève.

Photos ci-dessous : Membres de la Délégation, panélistes, frères et invité(e)s au 25e anniversaire de la collaboration OP-FI



Des ami(e)s et collègues qui ont été témoins de la collaboration de longue date entre les deux organisations, dont Mme Alessandra Aula, M. Yao Agbetse et M. Adrien-Claude Zoller, ont pu témoigner sur ce partenariat fructueux. M. Budi Tjahjono, Coordonnateur du programme Asie-Pacifique chez Franciscans International, et Mme Isis Alves, Coordonnatrice de programme par intérim chez Dominicans for Justice and Peace, ont mis en avant les initiatives conjointes en cours menées par les deux organisations au niveau local.

Le fr. Michel Fontaine OP, Prieur de la communauté dominicaine et Curé de la Paroisse, a souhaité la bienvenue à tous les participants au nom des frères. La présence des frères a instauré une ambiance amicale et accueillante pour l'assemblée.

Pour marquer l'occasion, une émouvante célébration eucharistique a été présidée par le Représentant permanent du Saint-Siège auprès des Nations Unies, Mgr. Fortunatus Nwachukwu. Le fr. Guy Musy OP a également prononcé une homélie inspirante lors de la cérémonie.

Nos défenseur(e)s des droits humains

"Ce qui m'inspire pour promouvoir les droits des communautés affectées par l'exploitation des ressources naturelles est la préoccupation pour leurs moyens de subsistance. Les gens utilisent l'eau pour boire, se laver, cuisiner et se baigner. Ils utilisent la terre et la forêt pour jardiner, en particulier pour cultiver des plantes racines. Or, ces ressources sont en train d'être détruites. C'est pourquoi les droits humains doivent être forts pour faire pression sur ceux qui sont responsables de l'exploitation des ressources. C'est ce qui m'incite à être la voix des sans-voix."

SR. SANIELLA SAPU
SUR SES INSPIRATIONS POUR TRAVAILLER DANS LE DOMAINE DES DROITS HUMAINS

Famille dominicaine de Prouilhe (îles Salomon)



"La formation que la famille dominicaine de la RDC a reçue en août 2022 à Kinshasa, en partenariat avec l'AFJN, sur la pollution et l'importance du travail pour les droits humains et l'environnement, a été pleine d'espoir.

Tous les participants se sont engagés à travailler dans la collecte, la gestion et la transformation des déchets plastiques, qui polluent nos milieux de vie, afin de contribuer à la renaissance de notre planète Terre. Les résultats sont encourageants : il devient évident qu'une approche plus durable de la gestion des déchets plastiques est nécessaire."

M. THIERRY N'ZENG
SUR L'IMPORTANCE DE LA SENSIBILISATION ET DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS AU NIVEAU LOCAL

Famille dominicaine (République démocratique du Congo)



"Le plaidoyer international peut nous aider à renforcer les réseaux et à rendre visibles les problèmes dans différentes zones géographiques, comme au Mexique. Il est vraiment important de promouvoir le point de vue des jeunes pour défendre les droits humains et proposer de nouvelles actions et stratégies pour continuer à accompagner les victimes de violations des droits humains."

MME. CASSANDRA MELENDEZ
SUR LA PERTINENCE DU PLAIDOYER INTERNATIONAL EN FAVEUR DES DROITS HUMAINS

Centro de Derechos Humanos Fray Francisco de Vitoria (Mexique)



"La formation et l'expérience à Genève ont été une source d'inspiration et de lumière. La communauté internationale peut faciliter et aider les États, y compris les Philippines, à respecter leurs engagements en matière de droits humains. Cette exposition contribuera à stimuler et à renforcer la relation de la Famille dominicaine avec le travail des droits humains, de justice, de paix et de sauvegarde de la Création. Les communautés, institutions, écoles, paroisses et autres entités que les dominicain(e)s peuvent mobiliser pour poursuivre le travail en faveur des droits humains peut être maximisé."

M. FROILAN ALIPAO
SUR LES RETOMBÉES DU PLAIDOYER INTERNATIONAL SUR LES EFFORTS LOCAUX POUR LA PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS HUMAINS

Université de Santo Tomas et Famille dominicaine (Philippines)



Programme d'engagement académique



© Université de Fribourg

En 2022, l'exploration des **10 thèmes relatifs aux tensions entre les droits humains** a été complétée avec la rédaction de deux textes : sur l'**accueil des migrants et des réfugiés** et la régulation des flux migratoires, et sur les **droits individuels et les droits communautaires**.

Les textes écrits en 2021 ont été publiés en français en 2022 dans un ouvrage collectif par les Presses universitaires de l'Institut catholique de Toulouse. Ci-dessous, vous trouverez un extrait du livre, écrit par le Coordonnateur du programme d'engagement académique, le fr. Luc-Thomas Somme OP :

"Ce sont les États qui sont les destinataires des observations de la communauté internationale ; cela signifie qu'en matière de violations des droits de l'homme, on s'en remet aux États eux-mêmes qui les violent : ce constat, qui pourrait être désespérant, souligne surtout la nécessité de la présence des ONG pour maintenir une saine inquiétude chez les puissants."

En juillet 2022, le Coordonnateur du programme a animé une conférence à l'Université catholique de Madagascar sur le thème : "**Le Pape François, promoteur du droit à l'eau**". De plus, il a dispensé une conférence hebdomadaire tout au long du semestre sur les droits humains au département de philosophie de la même université, ainsi qu'à l'Université de Fribourg (Suisse).

Le programme d'engagement académique a également orienté ses efforts vers les thèmes de l'émigration, de l'avortement et du changement climatique, tout en cherchant de nouvelles collaborations pour renforcer le travail d'équipe, notamment pour la formation des jeunes frères dominicains dans le domaine de la promotion des droits humains.

TRAVAIL EN RÉSEAU

AVEC LES ENTITES DE LA FAMILLE DOMINICAINE

En tant que délégation officielle de l'Ordre des Prêcheurs auprès de l'ONU, l'un des rôles de Dominicans for Justice and Peace est de renseigner et former différentes entités de la Famille Dominicaine sur les développements en matière de justice, de paix et de travail pour les droits humains. En 2022, plusieurs initiatives ont été prises pour établir des contacts avec la Famille dominicaine chaque fois que l'occasion de rencontre se présentait.



Avec les frères dominicains en SUISSE :

Lors de la visite des délégués philippins à la 51e session du Conseil des droits de l'homme et au 52e cours de l'ONG Genève pour les droits de l'homme (GDH), l'équipe de Dominicans for Justice and Peace a rendu visite à la communauté de Saint Dominique à Genève. La Délégation a également été invitée à participer à la journée paroissiale en juin 2022 et à partager ses activités avec les paroissiens et les frères. De même, les délégués ont visité la communauté des frères de Saint-Nicolas de Myre à Zurich. L'occasion a été donnée aux délégués de présenter les engagements dominicains en matière de justice et de paix aux Philippines.

Edit Window Help

Avec la Famille dominicaine aux ÎLES SALOMON

Le fr. Aniedi a profité de sa visite aux Îles Salomon en octobre pour rencontrer les sœurs dominicaines de Prouille et les frères dominicains afin de faciliter le processus de création officielle de la Famille dominicaine pour la justice et la paix dans le pays. Ce processus avait débuté en début d'année, avec plusieurs réunions en ligne visant à explorer les possibilités de mettre en place ce réseau.



Avec la Famille dominicaine aux PHILIPPINES

Lors de son séjour aux Philippines, le fr. Aniedi a eu l'opportunité de rencontrer des sœurs dominicaines, des membres des fraternités laïques, des jeunes, des frères ainsi que la communauté universitaire de l'Université Santo Tomas, au cours d'une série de discussions. Ces différents forums ont permis des échanges passionnants concernant la place centrale de la justice et de la paix dans la vie et le ministère de l'Ordre dominicain, tout en éclairant certaines questions et dissipant les doutes sur ce sujet important.



De gauche à droite : Membres de la Famille dominicaine aux Philippines; Le fr. Aniedi parle de justice et de paix, et explique leur place dans le ministère dominicain devant un public captivé de frères en formation à l'Université de Santo Tomas © Famille dominicaine aux Philippines

Avec la Famille dominicaine du NIGERIA

Le fr. Aniedi a organisé pour les membres de la Famille dominicaine un séminaire sur la tradition dominicaine et le ministère de la justice et sur la relation entre la religion et l'État afin de les encourager à travailler sur les questions de justice et de paix. En outre, en collaboration avec Africa Faith and Justice Network, un atelier de quatre jours, comprenant des visites de sensibilisation auprès de chefs traditionnels, a été organisé sur la servitude domestique et les droits des filles.



De gauche à droite : Membres de la Famille dominicaine au Nigéria; Interaction avec le public lors de l'atelier de 4 jours sur la violence domestique; Membres de la Famille dominicaine après le discours sur la justice et la paix

Avec la Famille dominicaine de TAIWAN

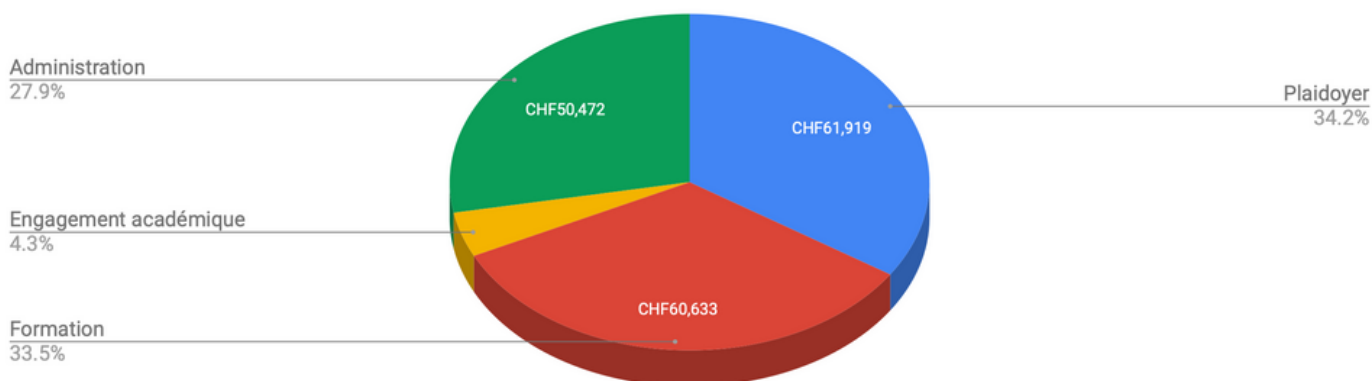
Plusieurs réunions en ligne ont été organisées avec les laïcs dominicains, les sœurs et les frères de Taiwan, ce qui a permis à la Délégation de présenter son travail de promotion des droits humains et d'instiller une fois de plus aux participants l'importance du rôle intégral de l'engagement pour la justice et la paix dans la prédication dominicaine.



Rapport financier 2022

	2021	2022
REVENUS		
Fonds	160,665.00	149,977.50
Donations	8,591.33	14,593.49
Total REVENUS	169,256.33	164,570.99
DEPENSES		
PROGRAMMES		
Plaidoyer	63,159.68	61,919.48
Formation	59,070.98	60,633.23
Engagement académique	8,550.50	7,786.77
Total PROGRAMMES	130,781.17	130,339.47
FRAIS ADMINISTRATIFS	46,279.63	50,472.00
TOTAL DEPENSES	177,060.80	180,811.47
Revenus net	-7,674.23	-16,240.48

Dépenses 2022



1 JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2022

Conseil exécutif et Secrétariat

CONSEIL EXECUTIF

Fr. Gerard Timoner
Président

Sr. Margaret Mayce
Vice-présidente

Fr. Benjamin Earl
Trésorier

Mme Claire Poncet
Membre du Conseil

Fr. Michel Fontaine
Membre du Conseil

Fr. Florentino Bolo Jr.
Membre du Conseil

Fr. Pablo Sicouly
Membre du Conseil

SECRETARIAT

Fr. Aniedi Okure
Directeur

GENEVE

Laurence Blattmer
Coordonnatrice de programme

Benedict Rimando
Gestionnaire de projet

Fr. Luc-Thomas Somme
Coordonnateur du Programme d'engagement académique

Isis Alves
Coordonnatrice du programme par intérim

Marco Tortora
Bénévole, secteur communication (Italie)

Brita Jelen
Stagiaire, collecte de fonds (États-Unis)

Elizabeth Duffy
Stagiaire

Monica Sanchez
Bénévole, secteur communication (Espagne)

Rachel David
Stagiaire, collecte de fonds (Royaume-Uni)

NJ Torres-Jacobson
Agente de communication

Lucy Elotu
Bénévole, secteur plaidoyer

Caterina Matti
Stagiaire, collecte de fonds (Italie)

VIENNE

Tobias Krachler
Chargé de communication et de plaidoyer

Margot Kainz
Bénévole, secteur plaidoyer

Chiara Tessaris
Bénévole, secteur plaidoyer

NAIROBI

Jean-Claude Loba Mkole
Bénévole, secteur plaidoyer

Br. Steve Sese Okoth
Bénévole, secteur plaidoyer

REMERCIEMENTS



Nous vous remercions toutes et tous pour votre soutien continu à notre mission !

Merci aux bénévoles !

L'organisation est profondément reconnaissante de l'aide considérable apportée par tous ses bénévoles, répartis dans différents bureaux et pays. Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude pour votre dévouement, votre engagement et votre générosité, ainsi que pour le temps et les talents précieux que vous avez si généreusement partagés.

Merci aux membres du Conseil exécutif !

Nous souhaitons remercier tous les membres du Conseil exécutif pour leur soutien inlassable et leurs conseils avisés qui ont permis à notre organisation de progresser avec espoir et confiance, et de remplir sa mission avec succès.

Merci aux donateurs !

Dominicans for Justice and Peace tient à exprimer sa sincère gratitude envers tous les donateurs et partenaires qui ont généreusement contribué financièrement tout au long de l'année 2022:

- La Curie dominicaine (OP) à Rome
- Taiwan Foundation for Democracy
- La Province dominicaine de l'Assomption (Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Îles Salomon)
- Les sœurs dominicaines d'Australie orientale et des Îles Salomon
- L'école dominicaine internationale de Taipei, par l'intermédiaire de la sr. Ma. Zenaida T. Ancheta (directrice)
- Prof. Belen L. Tangco
- Kathleen Holmlund
- Un donateur anonyme

**Faites un don et aidez-nous à
poursuivre notre mission**

**REJOIGNEZ-NOUS DANS LA
PROMOTION DE LA JUSTICE ET
LA PAIX ET LA PROTECTION DE
NOTRE MAISON COMMUNE**

De l'Asie au Pacifique, en passant par l'Afrique et les Amériques.

**Du changement climatique à l'exploitation des ressources
naturelles, des droits des peuples autochtones aux droits des
femmes et des enfants.**

**VISITEZ NOTRE
SITE INTERNET
POUR VOUS JOINDRE A
NOUS ET NOUS SOUTENIR**



Contactez-nous

Genève (Siège)

Dominicans for Justice and Peace

37/39 Rue de Vermont, C.P. 104,

1211 Genève 20, Suisse

+41 22 779 40 10

contact@un.op.org

www.un.op.org

@UNOP_Dominicans



Bulletin d'information : www.un.op.org/newsletters

Design: Marco Tortora (FAIR Association)

Photo de couverture : © Canva Pro, 2022

Photos à l'intérieur : tous les matériaux originaux ou Canva Pro, 2022